

[Texte]

design. It recognizes that Canadians have made use of the existing network of programs, sometimes illegally, to provide themselves with a basic assured standard of living, but it then focuses on protecting the public purse by depriving people of any aspect of entitlement.

We feel a government that asks Canadians to take a leap of faith into free trade cannot assume, on the other hand, that most Canadians are crooks and cheaters. The government must itself make a leap of faith by introducing positive program measures that will lead to less reliance on unemployment insurance and other programs.

The CCSD brief to the commission pointed out that an income supplementation program should be introduced to allow working Canadians a reasonable income. This, coupled with an automatic referral of unemployed people to full-time training or subsidized employment after a maximum of four months of job search, would lead to improved work patterns and increased educational levels. As a by-product, it would also mean dramatically less dependence on unemployment insurance. But these programs must be in place with clear and universal entitlement before changes will be possible.

• 1855

Mr. Forget is saying to Canadian workers: get out of the boat; we want to sell it and use the money to put rocks in the water for you to stand on—after we negotiate with the provinces. We feel the government does not have enough public credibility to get that message across to most Canadians.

The CCSD welcomes the recognition that community-based development strategies are possible and may provide some lasting employment opportunities. Yet the concept is so weakly elaborated and the recommendation so vague and general that we must question the sincerity with which it was pursued.

A real attempt to develop long-term employment in economically disadvantaged areas would be somewhat in contradiction to the current theorem that labour should be perfectly mobile, with families following the job of one wage earner and then attempting to adjust in new surroundings. A successful, community-based strategy would offset the current "stick" approach of unacceptable levels of income support, and would ensure that high-growth areas provide the "carrot" to attract labour on their own.

That, in our view, is a more appropriate and more balanced approach to Canadian economic and social development. With basic standards of living assured, families and communities can concentrate on working rationally to build a future, rather than grasping at whatever resources are made available through whatever program.

[Traduction]

conception de certains programmes. Elle reconnaît que les Canadiens ont fait appel aux réseaux actuels de programmes de façon parfois illégale, afin d'avoir un niveau de vie minimum assuré. Sous prétexte de protéger les deniers publics, elle prive les gens de leur admissibilité aux prestations.

Un gouvernement qui demande aux Canadiens d'adhérer au crédo du libre-échange ne peut supposer que ces mêmes Canadiens sont malhonnêtes et tricheurs. Le gouvernement doit lui-même adhérer à un crédo en instaurant des mesures positives qui réduiront le recours à l'assurance-chômage et à d'autres programmes.

Le mémoire déposé par le CCDS devant la Commission prônait l'adoption d'un programme de suppléments de rémunération pour permettre aux travailleurs canadiens d'avoir un revenu adéquat. Ceci, ainsi qu'un aiguillage automatique des chômeurs vers une formation à plein temps ou un emploi subventionné après une période maximum de recherche d'emploi de quatre mois, permettrait d'améliorer les tendances de l'emploi et de relever le niveau d'éducation. Ces mesures permettraient également de réduire considérablement la dépendance envers l'assurance-chômage. Mais ces programmes doivent être en place et comprendre une admissibilité claire et universelle aux prestations avant d'y apporter des changements.

M. Forget dit aux travailleurs canadiens: «Quittez le navire. Nous voulons le vendre et utiliser l'argent pour mettre des pierres dans l'eau sur lesquelles vous vous appuyez, mais seulement quand nous aurons négocié avec les provinces». Notre gouvernement n'a pas assez de crédibilité publique pour convaincre la plupart des Canadiens de la nécessité d'agir ainsi.

Le CCDS est heureux que la commission admette que les stratégies communautaires de développement sont possibles et peuvent créer des emplois de longue durée. Néanmoins, le concept reste si peu ébauché et la recommandation si vague et générale que nous mettons en doute la sincérité qui les sous-tend.

La tentative réelle de développer des emplois de longue durée dans les régions économiquement défavorisées serait quelque peu en contradiction avec le théorème actuel selon lequel la main-d'oeuvre devrait être parfaitement mobile, toute la famille étant contrainte de suivre les déplacements d'un seul salarié et de s'adapter à un nouveau milieu. Une stratégie communautaire réussie contrebalancerait l'approche actuelle du «bâton», qui offre des niveaux inacceptables de soutien de revenu, et s'assurerait que les régions à forte croissance fournissent la «carotte» nécessaire pour attirer la main-d'oeuvre.

Il s'agit là, à notre avis, d'une façon plus appropriée et plus équilibrée d'envisager le développement économique et social au Canada. Moyennant l'assurance d'un niveau de vie minimum, les familles et les collectivités pourraient se concentrer sur un travail rationnel afin de bâtir l'avenir, plutôt que de compter sur les quelques ressources mises à leur disposition.